

10 Faits divers & Justice

Insécurité à Bitam

Un cybercafé et une boutique Canal+ cambriolés nuitamment



La boutique Canal+ international qui a été cambriolée.



Le cybercafé reste fermé depuis qu'il a été visité.



A Bitam, aucun opérateur économique n'est à l'abri des bandits.

SSB

Bitam/Gabon

UN cybercafé et une boutique Canal+ international, partageant un même bâtiment dans la commune de Bitam, ont été cambriolés,

récemment, en pleine nuit, par des individus non encore identifiés.

Le bilan des pertes dressé par le propriétaire du cybercafé fait état de la disparition d'un écran plasma, d'un ordinateur portable, d'un écran pour ordinateur et d'un clavier, ainsi qu'une tablette, une cafetière et un

écran d'ordinateur fixe. Le propriétaire de la boutique Canal+ international déplore, quant à lui, la disparition d'un ordinateur portable, d'une clé internet Gabon Télécom, d'une imprimante neuve, d'un kit complet Canal+, d'un décodeur avec carte et plusieurs accessoires mobiles.

Les deux victimes ont déposé une plainte collective contre inconnu auprès des instances judiciaires. La commune de Bitam est confrontée à une insécurité galopante due à l'absence d'un commissariat de police. Il existe une brigade de gendarmerie, mais celle-ci ne peut pas annihiler

à elle seule ce phénomène de société devenu complexe. La perméabilité de nos frontières fait que des délinquants, souvent

armés, accèdent facilement à la "Ville des trois frontières", où ils commettent toutes sortes d'actes répréhensibles.

Disparition à Likouala

Patience Valencia Divine introuvable depuis deux mois

SCOM

Libreville/Gabon

UNE jeune compatriote âgée de 16 ans, Patience Valencia Divine Angone, est portée disparue depuis le mardi 18 septembre dernier, date à laquelle elle a quitté le domicile familial, sis à Likouala, dans le troisième arrondissement de Libreville. Selon une source familiale,

c'est la troisième fois que l'intéressé disparaît du domicile de ses parents. « Les deux premières fois, elle avait passé trois à cinq jours hors de chez elle. Mais l'inquiétude de la maisonnée était moindre, d'autant plus qu'elle se trouvait chez une de ses tantes. Cette dernière l'avait d'ailleurs ramenée en toute sécurité », précise notre informateur. Au début, cette nouvelle



La petite Patience Valencia Divine.

disparition n'aurait donc pas inquiété les parents. Puisque ceux-ci pensaient que l'enfant devait finir par rentrer à la maison comme les fois précédentes. Mais deux mois plus tard, l'adolescente n'a pas donné signe de vie. L'inquiétude a donc atteint son paroxysme dans le cercle familial. A tel point que plusieurs questions taraudent l'esprit des parents de Angone.

L'adolescente, qui n'est pas scolarisée depuis l'an dernier, se trouve-t-elle toujours à Libreville ou bien a-t-elle décidé de prendre le large avec un (ou une) amie ? Dans tous les cas, toutes les personnes susceptibles de la rencontrer sont priées de bien vouloir joindre la famille aux numéros de téléphone suivants : 06278461 et 07298693.

France-Japon-Enquête

Consternation et nombreuses questions après l'arrestation de Ghosn

AFP

Tokyo/Japon

L'ARRESTATION de Carlos Ghosn, bâtisseur de l'empire automobile Renault-Nissan-Mitsubishi Motors, a provoqué une onde de choc au Japon, en France et dans l'ensemble du monde automobile, où sa soudaine disgrâce pose de nombreuses questions. Le dirigeant de 64 ans était toujours en garde à vue hier dans un centre de détention de Tokyo au lendemain de son arrestation à la sortie de son jet privé, tandis que les journaux nippons titraient sur "La chute d'un réformateur charismatique". Le parquet a confirmé qu'il était détenu pour des soupçons de dissimulation de revenus. Selon un communiqué, M. Ghosn "a conspiré pour minimiser sa rétribution à cinq reprises entre juin 2011 et juin 2015". La somme de 4,9 milliards de yens (environ 37 millions d'euros au cours actuel) a ainsi été déclarée

aux autorités fiscales alors que M. Ghosn a gagné près de 10 milliards de yens sur la période, précise le parquet. L'interpellation du Franco-Libano-Brésilien est l'aboutissement d'une enquête interne de plusieurs mois menée par Nissan, qui a transmis les informations au Ministère public. Lors d'une conférence de presse tenue lundi soir, le président exécutif de Nissan, Hiroto Saikawa, a également mentionné "de nombreuses autres malversations, telles que l'utilisation de biens de l'entreprise à des fins personnelles". Selon l'agence de presse Kyodo, citant des sources proches du dossier, il aurait notamment séjourné gratuitement dans plusieurs propriétés de la compagnie aux Pays-Bas et dans trois autres pays. M. Saikawa a eu des mots très durs contre son ancien mentor, tombé pour avoir trop concentré les pouvoirs, selon ses mots. "C'est un problème que tant d'autorité ait été accordée à



Carlos Ghosn, bâtisseur de l'empire automobile Renault-Nissan-Mitsubishi, dans l'œil du cyclone.

une seule personne", a-t-il déclaré au siège du groupe à Yokohama, en banlieue de Tokyo, dénonçant "le côté obscur de l'ère Ghosn". Dès demain, le conseil d'administration de Nissan se prononcera sur le limogeage de son président. Mitsubishi Motors (MMC) a annoncé une décision similaire. Les actions des deux groupes chutaient hier à la mi-journée à la Bourse de Tokyo, de 4,32% pour Nissan et de 7,12% pour MMC. Après avoir été mis sur un piédestal pour avoir sauvé

Nissan de la faillite au tournant des années 2000, puis plus récemment Mitsubishi Motors, tout en forgeant une alliance solide avec le groupe français Renault, Carlos Ghosn était hier jeté en pâture. "Il est cupide. A la fin, ce n'est qu'une question d'argent", lançait ainsi un responsable de Nissan dans le quotidien Yomiuri. "Il demandait à ses subordonnés de remplir des objectifs difficiles, mais lui-même continuait à percevoir un salaire élevé même quand les activités de Nissan n'allaient pas si bien", ajoute le

journal. Au siège de Nissan, les employés étaient abasourdis. "C'était totalement inattendu, je ne sais que penser", a confié un employé de 38 ans au journal économique Nikkei. "Cela arrive au pire moment", dit-il, alors que Nissan a été touché par deux scandales successifs causés par des lacunes dans l'inspection des véhicules au Japon. STABILITÉ. Du côté des autorités japonaises et françaises, qu'il s'agisse du président français Emmanuel Macron ou du ministre de l'Industrie japonais Hiroshige Seko, un seul mot d'ordre: "la stabilité de l'alliance". Le porte-parole du gouvernement nippon, Yoshihide Suga, a de son côté jugé "la situation extrêmement regrettable". Si Carlos Ghosn ne parvient pas à se relever du scandale, l'alliance, résultat d'un équilibre fragile entre trois entités très différentes, pourra-t-elle survivre? L'affaire survient au moment où le PDG de l'en-

semble aux 10 millions de voitures travaillait à rendre les liens "irréversibles" entre Renault et Nissan, a commenté dans une note Kentaro Harada, analyste chez SMBC Nikko Securities. "Nous ne pouvons pas exclure la possibilité que l'alliance se retrouve affaiblie". "Surtout cela va-t-il changer l'équilibre du pouvoir (entre les parties française et japonaise), c'est la principale question", souligne-t-il. Le sujet est très sensible alors que l'Etat français détient 15% du capital du groupe au Losange. Le volet judiciaire de l'affaire soulève aussi "d'innombrables interrogations", selon l'expert. "Pourquoi les malversations n'ont-elles été découvertes que maintenant, et comment M. Ghosn, avec Greg Kelly (un autre responsable de Nissan placé en garde à vue), auraient-ils réussi à falsifier des documents tout seuls dans leur coin", s'interroge-t-il.